

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/204238]

26 AOUT 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 rectificatif fixant les modalités d'octroi d'une subvention à toute personne physique pour l'achat d'un vélo ou d'un kit électrique adaptable et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux employeurs pour l'achat d'un vélo de service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret « climat » du 20 février 2014, article 16/1, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018 et modifié par le décret du 1^{er} octobre 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux employeurs pour l'achat d'un vélo de service;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 rectificatif fixant les modalités d'octroi d'une subvention à toute personne physique pour l'achat d'un vélo ou d'un kit électrique adaptable;

Vu le rapport du 28 septembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 39/2021 de l'Autorité de protection des données du 1^{er} avril 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juillet 2021;

Vu l'avis n^o 69.816/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les engagements de la Région wallonne en matière de lutte contre les dérèglements climatiques et de réduction des gaz à effet de serre résumés comme suit dans le chapitre Mobilité de la Déclaration de Politique générale :

« A ce titre, le Gouvernement s'assurera que ses décisions, avec celles du Gouvernement fédéral et de l'Union européenne, contribuent d'ici 2030 à une diminution des émissions de gaz à effet de serre en ligne avec l'objectif wallon de -55 % et une diminution forte de l'impact des systèmes de transport sur la santé. La politique wallonne se basera sur la poursuite de la vision FAST 2030 et la Stratégie régionale de Mobilité, qui seront renforcées à la hauteur des objectifs de la Wallonie en ligne avec le PACE tel qu'il sera revu. »;

Considérant l'objectif de la Vision FAST 2030 de quintupler la part modale du vélo à l'horizon 2030 pour atteindre 5 % ;

Considérant la Stratégie régionale de Mobilité - volet Mobilité des Personnes - et l'orientation stratégique suivante : « Accompagnement efficace de la transformation des comportements »;

Considérant les ambitions énoncées dans la Déclaration de Politique régionale 2019-2024 en matière de développement de l'usage du vélo en Région wallonne, parmi lesquelles :

« Le Gouvernement mettra en place une stratégie de développement de l'usage du vélo comme moyen de déplacement utilitaire, de façon à doubler son usage d'ici 2024 et à la multiplier par cinq d'ici 2030. Cette politique cyclable, réalisée en concertation avec les acteurs locaux et les usagers, comportera les actions stratégiques suivantes :

1^o développement d'une stratégie de promotion de l'usage du vélo;

2^o engagement budgétaire pour le vélo à hauteur de 20 euros par habitant par an. »;

Considérant la position du Gouvernement relative à la « micro-mobilité électrique », à laquelle le vélo à assistance électrique peut être assimilé :

« La micro-mobilité électrique est une composante de l'intermodalité qui fait partie d'un ensemble de solutions pouvant diminuer la congestion du trafic et la pollution. »;

Considérant le potentiel du vélo électrique, en matière de mobilité quotidienne, entre autres, la possibilité de parcourir des distances plus longues, d'affronter des dénivelés plus importants, tout en fournissant un effort moindre qu'avec un vélo purement musculaire, et l'intérêt d'encourager son utilisation en remplacement de modes de transport moins durables;

Considérant l'intérêt croissant du public pour le vélo, intensifié dans le cadre de la pandémie de COVID-19, et plus spécifiquement pour le vélo électrique;

Considérant le prix moyen d'un vélo de qualité adapté à un usage quotidien, et le frein que cela peut représenter pour de nombreux cyclistes potentiels;

Considérant les nombreuses demandes des citoyens pour que soit mis en place un système de soutien financier à l'achat de vélos;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux employeurs pour l'achat d'un vélo de service*

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux employeurs pour l'achat d'un vélo de service est remplacé par ce qui suit : « Arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention pour l'achat d'un vélo de service »

Art. 2. A l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} octobre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention aux employeurs pour l'achat d'un vélo de service, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots « ainsi que tout travailleur indépendant » sont insérés, entre les mots « de droit public » et « ayant un siège d'activités »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, les point 6^o et 7^o sont remplacés par ce qui suit :

« 6^o le vélo électrique : vélo appartenant à l'une des deux catégories de véhicules suivantes :

a) vélo à assistance électrique correspondant à la classe « cycle » définie dans le Code de la route.

b) vélo motorisés électriques correspondant à la sous-catégorie L1e-A du règlement (UE) n^o168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles', ainsi qu'à la classe « cycle motorisé » définie dans le Code de la route.

7° le speed pedelec : speed pedelec correspondant à la sous-catégorie L1e-B du règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 'relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles' ou à la classe « cyclomoteur speed pedelec » définie dans le Code de la route. »;

3° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « et aux travailleurs indépendants » sont insérés entre les mots « aux employeurs » et les mots « une subvention »;

2° les mots « musculaire ou électrique, neuf ou d'occasion » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au début de l'alinéa 1^{er}, les mots « Pour les véhicules dont la date de facture antérieure au 31 août 2021, » sont insérés;

2° après l'alinéa 1^{er}, est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo est fixé à vingt pour cent du montant de la facture TVA comprise, avec un plafond de :

1° 100 euros pour l'achat d'un vélo musculaire d'occasion;

2° 200 euros pour l'achat d'un vélo électrique ou speed pedelec d'occasion;

3° 300 euros pour l'achat d'un vélo musculaire neuf;

4° 400 euros pour l'achat d'un vélo électrique ou speed pedelec neuf;

5° 800 euros par vélo cargo. »

Art. 5. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention est introduite au moyen d'un formulaire électronique. »;

2° à l'alinéa 2, un point rédigé comme suit est ajouté entre le point 3° et le point 4 :

« 3/1° dans le cas d'une demande de subvention pour l'achat d'un speed pedelec, d'une copie du certificat de conformité du véhicule catégorie L1e-B. »

3° à l'alinéa 3, les mots « 31 décembre 2022 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2024 ».

Art. 6. À l'article 6, § 2, du même arrêté, le mot « employeur » est inséré entre les mots « Le bénéficiaire » et les mots « s'engage à établir ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. L'administration vérifie le bon usage des subventions octroyées en vertu du présent arrêté en demandant au bénéficiaire de la subvention de produire les documents administratifs et comptables établissant la réalité des subventions reçues. A cette fin, il peut lui être demandé la production d'adresse, de numéro de compte bancaire, de factures, de numéros d'entreprise ou de données attestant de la réalité des livraisons et enlèvements des véhicules subsidiés.

Les données à caractère personnel traitées sont strictement nécessaires au contrôle des subventions.

Le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures - Département de la Stratégie de la Mobilité et de l'Intermodalité - Direction de la Planification de la Mobilité, est le responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

Les données collectées sont, conformément à l'article 5, § 1^{er}, e), du Règlement (UE) n° 2016/679 précité, conservées par l'administration durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention. La durée de conservation est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 rectificatif fixant les modalités d'octroi d'une subvention à toute personne physique pour l'achat d'un vélo ou d'un kit électrique adaptable*

Art. 8. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 rectificatif fixant les modalités d'octroi d'une subvention à toute personne physique pour l'achat d'un vélo ou d'un kit électrique adaptable est remplacé par ce qui suit : « Arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2020 fixant les modalités d'octroi d'une subvention à toute personne physique pour l'achat d'un vélo »

Art. 9. Dans l'article 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le point 6° est remplacé par un point 6° et un point 6/1° rédigés comme suit :

« 6° le vélo électrique : vélo appartenant à l'une des deux catégories de véhicules suivantes :

a) vélo à assistance électrique correspondant à la classe « cycle » définie dans le Code de la route;

b) vélo motorisé électrique correspondant à la sous-catégorie L1e-A du règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 'relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles', ainsi qu'à la classe « cycle motorisé » définie dans le Code de la route;

6/1° le speed pedelec : speed pedelec correspondant à la sous-catégorie L1e-B du règlement (UE) n° 168/2013 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2013 'relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à deux ou trois roues et des quadricycles' ou à la classe « cyclomoteur speed pedelec » définie dans le Code de la route. »;

2° à l'alinéa 1^{er}, le point 8° est abrogé.

3° à l'alinéa 1^{er}, le point 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° l'usage régulier : l'utilisation, de manière monomodale ou multimodale, du vélo ou du speed pedelec lors d'au moins 40 pour cent des trajets effectués annuellement entre le domicile et le travail, ou lors d'au moins 40 pour cent des trajets effectués annuellement dans le cadre de la recherche d'un emploi. »;

4° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 10. A l'article 2 du même arrêté, les mots « ou speed pedelec » sont insérés entre les mots « musculaire ou électrique » et les mots « neuf ou d'occasion ».

Art. 11. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, au début de l'alinéa 1^{er}, les mots « Pour les véhicules dont la date de facture antérieure au 31 août 2021, » sont insérés;

2° au § 1^{er}, il est inséré après l'alinéa 1^{er}, trois nouveaux alinéas 2, 3 et 4, rédigés comme suit :

« Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo est fixé à vingt pour cent du montant de la facture TVA comprise, avec un plafond de :

1° 50 euros pour l'achat d'un vélo musculaire d'occasion;

2° 100 euros pour l'achat d'un vélo électrique ou speed pedelec d'occasion;

3° 150 euros pour l'achat d'un vélo musculaire neuf;

4° 200 euros pour l'achat d'un vélo électrique ou speed pedelec neuf;

5° 800 euros pour l'achat d'un vélo cargo.

Par dérogation à l'alinéa 2, le montant de la subvention pour les vélos cargo visés au 5° est fixé à trente pour cent du montant de la facture TVA comprise.

Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, pour les bénéficiaires pouvant attester d'un revenu imposable globalement du ménage inférieur à 32.700 euros, le montant de la subvention est fixé à quarante pour cent du montant de la facture TVA comprise et les plafonds définis à l'alinéa 2 sont majorés de 100 euros pour les vélos et speed pedelec et de 200 euros pour les vélos cargos. »;

3° au § 1^{er}, au début de l'alinéa 2 devenu l'alinéa 5, les mots « Pour les véhicules dont la date de facture est antérieure au 31 août 2021, » sont insérés;

4° au § 1^{er}, il est inséré après l'alinéa 2 devenu l'alinéa 5, trois nouveaux alinéas 6, 7 et 8 rédigés comme suit :

« Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, pour les bénéficiaires sans emploi, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo est fixé à quarante pour cent du montant de la facture TVA comprise et les plafonds définis à l'alinéa 2 sont majorés de 100 euros pour les vélos et speed pedelecs et de 200 euros pour les vélos cargos.

Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, pour les bénéficiaires membres d'une famille nombreuse, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo est fixé à quarante pour cent du montant de la facture TVA comprise et les plafonds sont majorés de 100 euros pour les vélos et speed pedelecs et de 200 euros pour les vélos cargos.

Pour les véhicules dont la date de facture est postérieure au 30 août 2021, pour les bénéficiaires membres d'une famille monoparentale, le montant de la subvention pour l'achat d'un vélo est fixé à quarante pour cent du montant de la facture TVA comprise et les plafonds sont majorés de 150 euros pour les vélos et speed pedelecs et de 250 euros pour les vélos cargos. »;

5° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « speed pedelec ou » sont insérés avant les mots « kit électrique adaptable ».

Art. 12. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « ou speed pedelec » sont insérés entre les mots « ou électrique » et les mots « neuf ou d'occasion »;

2° au § 2, alinéa 1, 1°, les mots « ou speed pedelec » sont insérés entre les mots « ou électrique » et les mots « neuf ou d'occasion »;

3° au § 2, alinéa 2, les mots « ou speed pedelec » sont insérés entre les mots « ou électrique » et les mots « neuf ou d'occasion ».

Art. 13. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention est introduite au moyen d'un formulaire électronique. »;

2° à l'alinéa 2, un nouveau point 3/1° est inséré entre le point 3° et le point 4 :

« 3/1° dans le cas d'une demande de subvention pour l'achat d'un speed pedelec visé à l'article 1^{er}, 6°/1, d'une copie du certificat de conformité du véhicule catégorie L1e-B; »;

3° à l'alinéa 2, 6°, les mots suivants « ou de tout autre document fourni par une autorité compétente permettant d'attester que le demandeur est sans emploi et en recherche d'emploi » sont insérés entre les mots « CPAS » et « pour »;

4° à l'alinéa 3, les mots « 31 décembre 2022 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2024 »;

5° il est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3, un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« En cas de demande d'application de majorations prévues à l'article 3, § 1^{er}, alinéas 4, la demande est accompagnée du dernier avertissement-extrait de rôle disponible. En cas de demande d'application de majorations prévues à l'article 3, § 1^{er}, alinéas 7 et 8, la demande est accompagnée du document officiel de composition de ménage délivré par l'Administration communale du lieu de résidence principale du demandeur ou téléchargé sur le site du registre national. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, il est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Art. 8/1. L'administration vérifie le bon usage des subventions octroyées en vertu du présent arrêté en demandant au bénéficiaire de la subvention de produire les documents administratifs et comptables établissant la réalité des subventions reçues. A cette fin, il peut lui être demandé la production d'adresse, de numéro de compte bancaire, de factures, de numéros d'entreprise ou de données attestant de la réalité des livraisons et enlèvements des véhicules subsidiés.

Les données à caractère personnel traitées sont strictement nécessaires au contrôle des subventions.

Le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures - Département de la Stratégie de la Mobilité et de l'Intermodalité - Direction de la Planification de la Mobilité, est le responsable du traitement de ces données à caractère personnel.

Les données collectées sont, conformément à l'article 5, § 1^{er}, e), du Règlement (UE) n° 2016/679 précité, conservées par l'administration durant une période de dix ans à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la clôture définitive de l'exercice budgétaire et comptable dont relève la subvention. La durée de conservation est suspendue en cas d'action judiciaire ou administrative jusqu'à ce que les voies de recours soient éteintes. ».

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 15. Le présent entre en vigueur le 31 août 2021.

Art. 16. Le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 août 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/204238]

26. AUGUST 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des berichtigenden Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 zur Festlegung der Gewährungsmodalitäten eines Zuschusses für jede natürliche Person zum Ankauf eines Fahrrads oder eines E-Bike Umbausatzes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets "Klima" vom 20. Februar 2014, Artikel 16/1, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018 und abgeändert durch das Dekret vom 1. Oktober 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads;

Aufgrund des berichtigenden Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 zur Festlegung der Gewährungsmodalitäten eines Zuschusses für jede natürliche Person zum Ankauf eines Fahrrads oder eines E-Bike Umbausatzes;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 28. September 2020;

Aufgrund der am 1. April 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 39/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 27. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Juli 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. Juli 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.816/2/V;

In Erwägung der Verpflichtungen der Wallonischen Region im Hinblick auf den Kampf gegen den Klimawandel und die Reduzierung der Treibhausgase, die im Kapitel Mobilität der allgemeinpolitischen Erklärung wie folgt zusammengefasst sind:

"In dieser Hinsicht wird die Regierung dafür Sorge tragen, dass ihre Entscheidungen zusammen mit denen der Föderalregierung und der Europäischen Union bis 2030 zu einer Reduzierung der Treibhausgasemissionen im Einklang mit dem wallonischen Ziel von -55 % und zu einer starken Verringerung der Auswirkungen der Verkehrssysteme auf die Gesundheit beitragen. Die Wallonische Politik wird sich auf die Fortsetzung der Vision FAST 2030 und die regionale Mobilitätsstrategie stützen, die im Einklang mit den Zielen der Wallonie im Rahmen des überarbeiteten PACE verstärkt wird."

In Erwägung des Ziels der Vision FAST 2030, den Anteil des Fahrrads an den Verkehrsmitteln bis 2030 zu verfünffachen und 5 % zu erreichen;

In Erwägung der regionalen Mobilitätsstrategie - Komponente "Mobilität der Personen" - und der folgenden strategischen Ausrichtung: "Wirksame Begleitung von Verhaltensänderungen";

In Erwägung der Ambitionen, die in der regionalpolitischen Erklärung 2019-2024 in Bezug auf die Entwicklung der Nutzung von Fahrrädern in der Wallonischen Region dargelegt sind, darunter:

"Die Regierung wird eine Strategie zur Entwicklung der Nutzung von Fahrrädern im Rahmen einer funktionellen Mobilität einführen, mit dem Ziel, ihre Nutzung bis 2024 zu verdoppeln und bis 2030 zu verfünffachen. Diese Radverkehrspolitik, die in Absprache mit lokalen Interessengruppen und Nutzern durchgeführt wird, umfasst insbesondere die folgenden strategischen Maßnahmen:

1° Entwicklung einer Strategie zur Förderung der Fahrradnutzung;

2° Haushaltsverpflichtung für das Fahrradfahren von 20 Euro pro Einwohner pro Jahr."

In Erwägung der Position der Regierung zur "elektrischen Mikromobilität", mit der das elektrisch unterstützte Fahrrad gleichgesetzt werden kann:

"Die elektrische Mikromobilität ist eine Komponente der Intermodalität, die Teil einer Reihe von Lösungen ist, die Verkehrsstaus und Umweltverschmutzung reduzieren können."

In Erwägung des Potenzials des Fahrrads, insbesondere des Elektrofahrrads, im Hinblick auf die tägliche und berufliche Mobilität; das Elektrofahrrad ermöglicht es, längere Strecken zurückzulegen, steilere Steigungen zu bewältigen und dabei weniger Kraftaufwand zu betreiben als mit einem rein mit Muskelkraft betriebenen Fahrrad;

In Erwägung des wachsenden öffentlichen Interesses am Radfahren, das im Zusammenhang mit der COVID-19-Pandemie noch verstärkt wurde, und insbesondere an Elektrofahrrädern;

In Erwägung des durchschnittlichen Preises für ein hochwertiges, alltagstaugliches Fahrrad und der Abschreckung, die dies für viele potenzielle Radfahrer bedeuten kann;

In Erwägung der zahlreichen Anfragen von Arbeitgebern hinsichtlich eines Systems der finanziellen Förderung für den Kauf von Fahrrädern;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses für den Kauf eines Dienstfahrrads".

Art. 2 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Oktober 2020 zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung eines Zuschusses an Arbeitgeber für den Kauf eines Dienstfahrrads wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter "sowie jeder Selbständige" zwischen "des öffentlichen Rechts" und "mit einem Geschäftssitz" eingefügt;

2° in Absatz 1 werden die Punkte 6 und 7 durch Folgendes ersetzt:

"6° Elektrofahrrad: ein Fahrrad, das zu einer der beiden folgenden Fahrzeugkategorien gehört:

a) elektrisch unterstützte Fahrräder, die von der Straßenverkehrsordnung als "Rad" eingestuft werden;

b) Fahrräder mit Elektroantrieb entsprechend der Unterkategorie L1e-A der Verordnung (EU) Nr. 168/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2013 über die Genehmigung und Marktüberwachung von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen, sowie diejenigen Fahrzeuge, die von der Straßenverkehrsordnung als "motorisiertes Rad" eingestuft werden;

7° Speed-Pedelec: Speed-Pedelec entsprechend der Unterkategorie L1e-B der Verordnung (EU) Nr. 168/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2013 über die Genehmigung und Marktüberwachung von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen, sowie diejenigen Fahrzeuge, die von der Straßenverkehrsordnung als "Speed-Pedelec Kleinkraftrad" eingestuft werden.";

3° der Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "und den Selbständigen" werden zwischen die Wörter "den Arbeitgebern" und "einen Zuschuss" eingefügt;

2° die Wörter "eines neuen oder gebrauchten Dienstfahrrads (herkömmliches Fahrrad oder Elektrofahrrad)" werden durch die Wörter "eines Dienstfahrrads" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° am Anfang von Absatz 1 werden die Wörter "Die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads wird" durch folgende Wörter ersetzt: "Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum vor dem 31. August 2021 wird die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads";

2° nach Absatz 1 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads auf zwanzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich Mehrwertsteuer festgelegt, mit einer Obergrenze von:

1° 100 Euro für den Kauf eines gebrauchten herkömmlichen Fahrrads;

2° 200 Euro für den Kauf eines gebrauchten Elektrofahrrads oder eines gebrauchten Speed-Pedelecs;

3° 300 Euro für den Kauf eines neuen herkömmlichen Fahrrads;

4° 400 Euro für den Kauf eines neuen Elektrofahrrads oder eines neuen Speed-Pedelecs;

5° 800 Euro pro Transportrad."

Art. 5 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen die Zuschussanträge mittels eines elektronischen Formulars eingereicht werden.";

2° in Absatz 2 wird ein Punkt mit folgendem Wortlaut zwischen Punkt 3 und Punkt 4 eingefügt:

"3/1° bei einem Antrag auf Bezuschussung für den Kauf eines Speed-Pedelecs eine Kopie des Konformitätszeugnisses des Fahrzeugs der Klasse L1e-B."

3° in Absatz 3 werden die Wörter "31. Dezember 2022" durch die Wörter "31. Dezember 2024" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 6 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter "Der Begünstigte" durch die Wörter "Der begünstigte Arbeitgeber" ersetzt.

Art. 7 - In denselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7/1 - Die Verwaltung prüft die ordnungsgemäße Verwendung der im Rahmen dieses Erlasses gewährten Zuschüsse, indem sie den Zuschussempfänger auffordert, die Verwaltungs- und Buchhaltungsunterlagen vorzulegen, die die tatsächliche Verwendung der erhaltenen Zuschüsse belegen. Zu diesem Zweck kann der Zuschussempfänger aufgefordert werden, Adressen, Bankkontonummern, Rechnungen, Unternehmensnummern oder Daten vorzulegen, die die Realität der Lieferungen und Abholungen der bezuschussten Fahrzeuge belegen.

Die verarbeiteten personenbezogenen Daten sind ausschließlich für die Kontrolle der Zuschüsse erforderlich.

Die Direktion der Mobilitätsplanung der Abteilung Mobilitätsstrategie und Intermodalität des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen ist der Verantwortliche für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten.

Gemäß Artikel 5 § 1 Buchstabe e der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 2016/679 werden die erhobenen Daten von der Verwaltung für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres aufbewahrt, das auf den endgültigen Abschluss des Haushalts- und Rechnungsjahres folgt, auf das sich der Zuschuss bezieht. Die Aufbewahrungsfrist wird im Falle von Gerichts- oder Verwaltungsverfahren bis zur Ausschöpfung der Rechtsmittel ausgesetzt.“.

KAPITEL II — Änderungen am berichtigenen Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 zur Festlegung der Gewährungsmodalitäten eines Zuschusses für jede natürliche Person zum Ankauf eines Fahrrads oder eines E-Bike Umbausatzes

Art. 8 - Die Überschrift des berichtigenen Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 zur Festlegung der Gewährungsmodalitäten eines Zuschusses für jede natürliche Person zum Ankauf eines Fahrrads oder eines E-Bike Umbausatzes wird durch folgende Überschrift ersetzt: "Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2020 zur Festlegung der Gewährungsmodalitäten eines Zuschusses für jede natürliche Person zum Ankauf eines Fahrrads"

Art. 9 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1 wird der Punkt 6 durch einen Punkt 6 und einen Punkt 6/1 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"6° Elektrofahrrad: ein Fahrrad, das zu einer der beiden folgenden Fahrzeugkategorien gehört:

a) elektrisch unterstützte Fahrräder, die von der Straßenverkehrsordnung als "Rad" eingestuft werden;

b) Fahrräder mit Elektroantrieb entsprechend der Unterkategorie L1e-A der Verordnung (EU) Nr. 168/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2013 über die Genehmigung und Marktüberwachung von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen, sowie diejenigen Fahrzeuge, die von der Straßenverkehrsordnung als "motorisiertes Rad" eingestuft werden;

6/1° Speed-Pedelec: Speed-Pedelec entsprechend der Unterkategorie L1e-B der Verordnung (EU) Nr. 168/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2013 über die Genehmigung und Marktüberwachung von zwei- oder dreirädrigen und vierrädrigen Fahrzeugen, sowie diejenigen Fahrzeuge, die von der Straßenverkehrsordnung als "Speed-Pedelec Kleinkraftrad" eingestuft werden. ";

2° in Absatz 1 wird der Punkt 8 aufgehoben.

3° in Absatz 1 wird der Punkt 12 durch Folgendes ersetzt:

"12° regelmäßiger Gebrauch: die monomodale oder multimodale Nutzung des Fahrrads oder des Speed-Pedelecs für mindestens 40 % der jährlich zwischen Wohnung und Arbeitsplatz zurückgelegten Fahrten oder für mindestens 40 % der jährlich im Rahmen der Suche nach einer Beschäftigung zurückgelegten Fahrten. ";

4° der Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 10 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Wörter "eines neuen oder gebrauchten, herkömmlichen Fahrrads oder Elektrofahrrads" durch die Wörter "eines neuen oder gebrauchten, herkömmlichen Fahrrads, Elektrofahrrads oder Speed-Pedelecs" ersetzt.

Art. 11 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° am Anfang von § 1 Absatz 1 werden die Wörter "Die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads oder für den Kauf und die Installierung eines E-Bike Umbausatzes wird" durch folgende Wörter ersetzt: "Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum vor dem 31. August 2021 wird die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads oder für den Kauf und die Installierung eines E-Bike Umbausatzes";

2° in § 1 werden nach Absatz 1 drei neue Absätze 2, 3 und 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird die Höhe des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads auf zwanzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich Mehrwertsteuer festgelegt, mit einer Obergrenze von:

1° 50 Euro für den Kauf eines gebrauchten herkömmlichen Fahrrads;

2° 100 Euro für den Kauf eines gebrauchten Elektrofahrrads oder eines gebrauchten Speed-Pedelecs;

3° 150 Euro für den Kauf eines neuen herkömmlichen Fahrrads;

4° 200 Euro für den Kauf eines neuen Elektrofahrrads oder eines neuen Speed-Pedelecs;

5° 800 Euro für den Kauf eines Transportrads.

In Abweichung von Absatz 2 wird der Betrag des Zuschusses für Transporträder nach Ziffer 5 auf dreißig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. festgelegt.

Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird der Betrag des Zuschusses für Zuschussempfänger, die ein globales Haushaltseinkommen unter 32.700 Euro nachweisen können, auf vierzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. festgelegt, und die Obergrenzen nach Absatz 2 werden für Fahrräder und Speed-Pedelecs um 100 Euro, und für Transporträder um 200 Euro erhöht. »;

3° am Anfang von § 1 Absatz 2, der nun zu Absatz 5 wird werden die Wörter "Für die arbeitslosen Begünstigten wird die Höhe des Zuschusses" durch folgende Wörter ersetzt: "Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum vor dem 31. August 2021 wird für die arbeitslosen Begünstigten die Höhe des Zuschusses";

4° in § 1 werden nach Absatz 2, der zu Absatz 5 geworden ist, drei neue Absätze 6, 7 und 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird für die arbeitslosen Begünstigten der Betrag des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads auf vierzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. festgelegt, und die Obergrenzen nach Absatz 2 werden für Fahrräder und Speed-Pedelecs um 100 Euro, und für Transporträder um 200 Euro erhöht.

Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird für die Begünstigten, die Mitglied einer kinderreichen Familie sind, der Betrag des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads auf vierzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. festgelegt, und die Obergrenzen werden für Fahrräder und Speed-Pedelecs um 100 Euro, und für Transporträder um 200 Euro erhöht.

Für die Fahrzeuge mit einem Rechnungsdatum nach dem 30. August 2021 wird für die Begünstigten, die Mitglied einer Ein-Elternteil-Familie sind, der Betrag des Zuschusses für den Kauf eines Fahrrads auf vierzig Prozent des Rechnungsbetrags einschließlich MwSt. festgelegt, und die Obergrenzen werden für Fahrräder und Speed-Pedelecs um 150 Euro, und für Transporträder um 250 Euro erhöht.“;

5° in § 2 Absatz 1 werden die Wörter "Speed-Pedelecs oder" vor die Wörter "E-Bike Umbausatzes" eingefügt.

Art. 12 - Artikel 4 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 Absatz 1 Ziffer 1 werden die Wörter "oder Speed Pedelecs" nach den Wörtern "oder Elektrofahrrads" eingefügt;

2° in § 2 Absatz 1 Ziffer 1 werden die Wörter "oder Speed Pedelecs" nach den Wörtern "oder Elektrofahrrads" eingefügt;

3° in § 2 Absatz 2 werden die Wörter "oder Speed Pedelecs" nach den Wörtern "oder Elektrofahrrads" eingefügt.

Art. 13 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen die Zuschussanträge mittels eines elektronischen Formulars eingereicht werden.“;

2° in Absatz 2 wird ein neuer Punkt 3/1 mit folgendem Wortlaut zwischen Punkt 3 und Punkt 4 eingefügt:

"3/1° bei einem Antrag auf Bezuschussung für den Kauf eines Speed-Pedelecs nach Artikel 1 Ziffer 6/1 eine Kopie des Konformitätszeugnisses des Fahrzeugs der Klasse L1e-B;“;

3° in Absatz 2 Ziffer 6 werden nach den Wörtern "Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfezentrums für arbeitslose Antragsteller" die folgenden Wörter eingefügt: "oder jedes andere von einer zuständigen Behörde ausgestellte Dokument, das bescheinigt, dass der Antragsteller arbeitslos und arbeitssuchend ist“;

4° in Absatz 3 werden die Wörter "31. Dezember 2022" durch die Wörter "31. Dezember 2024" ersetzt;

5° zwischen Absatz 2 und Absatz 3 wird ein neuer Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Im Fall eines Antrags auf Anwendung der in Artikel 3 § 1 Absatz 4 vorgesehenen Erhöhungen wird dem Antrag der letzte verfügbare Steuerbescheid beigelegt. Im Fall eines Antrags auf Anwendung der in Artikel 3 § 1 Absätze 7 und 8 vorgesehenen Erhöhungen werden dem Antrag das von der Gemeindeverwaltung des Hauptwohnorts des Antragstellers ausgestellte oder von der Nationalregister-Website heruntergeladene offizielle Dokument zur Haushaltszusammensetzung beigelegt.“.

Art. 14 - In denselben Erlass wird ein Artikel 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 8/1 - Die Verwaltung prüft die ordnungsgemäße Verwendung der im Rahmen dieses Erlasses gewährten Zuschüsse, indem sie den Zuschussempfänger auffordert, die Verwaltungs- und Buchhaltungsunterlagen vorzulegen, die die tatsächliche Verwendung der erhaltenen Zuschüsse belegen. Zu diesem Zweck kann der Zuschussempfänger aufgefordert werden, Adressen, Bankkontonummern, Rechnungen, Unternehmensnummern oder Daten vorzulegen, die die Realität der Lieferungen und Abholungen der bezuschussten Fahrzeuge belegen.

Die verarbeiteten personenbezogenen Daten sind ausschließlich für die Kontrolle der Zuschüsse erforderlich.

Die Direktion der Mobilitätsplanung der Abteilung Mobilitätsstrategie und Intermodalität des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen ist der Verantwortliche für die Verarbeitung dieser personenbezogenen Daten.

Gemäß Artikel 5 § 1 Buchstabe e der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 2016/679 werden die erhobenen Daten von der Verwaltung für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem 1. Januar des Jahres aufbewahrt, das auf den endgültigen Abschluss des Haushalts- und Rechnungsjahres folgt, auf das sich der Zuschuss bezieht. Die Aufbewahrungsfrist wird im Falle von Gerichts- oder Verwaltungsverfahren bis zur Ausschöpfung der Rechtsmittel ausgesetzt.“.

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 15 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. August 2021 in Kraft.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Mobilität gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26 August 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/204238]

26 AUGUSTUS 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het wijzigingsbesluit van de Waalse regering van 26 november 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan elke natuurlijke persoon voor de aankoop van een fiets of een aanpasbare elektrische kit en het besluit van de Waalse Regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets

De Waalse Regering,

Gelet op het klimaatdecreet van 20 februari 2014, artikel 16/1, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 en gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets;

Gelet op het wijzigingsbesluit van de Waalse regering van 26 november 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan elke natuurlijke persoon voor de aankoop van een fiets of een aanpasbare elektrische kit;

Gelet op het rapport van 28 september 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 39/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 1 april 2021;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2021;

Gelet op advies 69.816/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 juli 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de verbintenissen van het Waalse Gewest met betrekking tot de strijd tegen de klimaatverandering en de vermindering van de broeikasgassen, die als volgt zijn samengevat in het hoofdstuk Mobiliteit van de Algemene Beleidsverklaring:

“In dit verband zal de Regering ervoor zorgen dat haar beslissingen, samen met die van de federale Regering en de Europese Unie, tegen 2030 bijdragen tot een vermindering van de uitstoot van broeikasgassen in overeenstemming met de Waalse doelstelling van -55 % en een sterke vermindering van de impact van de vervoerssystemen op de gezondheid. Het Waalse beleid zal gebaseerd zijn op de voortzetting van de FAST 2030-visie en de gewestelijke mobiliteitsstrategie, die in overeenstemming met de doelstellingen van Wallonië in overeenstemming met het herziene PACE zal worden versterkt.”

Gelet op de doelstelling van de FAST 2030 Visie om het modale aandeel van de fiets tegen 2030 te verviervoudigen tot 5 % ;

Gelet op de regionale mobiliteitsstrategie, het onderdeel “personenmobiliteit” en in het bijzonder met de volgende strategische richting: “Effectieve begeleiding van gedragsverandering”;

Gelet op de ambities die in de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024 zijn vastgelegd met betrekking tot de ontwikkeling van het gebruik van de fiets in het Waalse Gewest, waaronder:

“De Regering zal een strategie ontwikkelen om het gebruik van de fiets als vervoermiddel te ontwikkelen, met als doel het gebruik ervan te verdubbelen tegen 2024 en te verviervoudigen tegen 2030. Dit fietsbeleid, uitgevoerd in overleg met lokale belanghebbenden en gebruikers, zal de volgende strategische acties omvatten:

1° ontwikkeling van een strategie ter bevordering van het gebruik van fietsen;

2° begrotingsvastlegging voor fietsen aan 20 euro per inwoner per jaar.”;

Gelet op het standpunt van de Regering over “elektrische micro-mobiliteit”, waaraan de elektrisch ondersteunde fiets kan worden gelijkgesteld:

“Elektrische micromobiliteit [...] is een onderdeel van de intermodaliteit dat deel uitmaakt van een reeks oplossingen die de verkeersopstoppingen en -vervuiling kunnen verminderen.”

Gelet op het potentieel van de elektrische fiets, met name de elektrische, onder andere op het gebied van dagelijkse mobiliteit, de mogelijkheid om langere afstanden af te leggen, grotere hoogteverschillen te overbruggen en tegelijkertijd minder inspanning te leveren dan met een zuivere spierfiets, en de waarde van het stimuleren van het gebruik van de elektrische fiets als alternatief voor minder duurzame vervoerswijzen;

Gelet op de groeiende belangstelling van het publiek voor fietsen, die nog is toegenomen in de context van de COVID-19-pandemie, en meer in het bijzonder voor elektrische fietsen;

Gelet op de gemiddelde prijs van een kwaliteitsfiets die geschikt is voor dagelijks gebruik, en de ontmoedigende werking die hiervan kan uitgaan voor vele potentiële fietsers;

Gelet op de vele verzoeken van burgers om een systeem van financiële steun voor de aanschaf van fietsen;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets

Artikel 1. Het opschrift van het besluit van de Waalse regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets wordt vervangen als volgt: “Besluit van de Waalse regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie voor de aankoop van een dienstfiets”

Art. 2. In artikel 1 van het besluit van de Waalse regering van 1 oktober 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan de werkgevers voor de aankoop van een dienstfiets, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 2°, worden de woorden “alsook elke zelfstandige werknemer” ingevoegd tussen de woorden “publiekrechtelijke rechtspersoon” en “met een bedrijfszetel”;

2° in het eerste lid, worden de punten 6° en 7° vervangen als volgt:

“6° de elektrische fiets: een fiets die behoort tot één van de volgende twee categorieën van voertuigen:

a) elektrisch ondersteunde fiets die overeenkomt met de in de wegcode omschreven klasse “fiets”.

Elektrische gemotoriseerde fietsen die overeenstemmen met subcategorie L1e-A van Verordening (EU) Nr. 168/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2013 ‘betreffende de goedkeuring van en het markttoezicht op twee- of driewielige voertuigen en vierwielers’, alsook met de in de wegcode gedefinieerde klasse “gemotoriseerde fiets”.

7° de speedpedelec: speedpedelec die overeenstemt met subcategorie L1e-B van Verordening (EU) Nr. 168/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2013 ‘betreffende de goedkeuring van en het markttoezicht op twee- of driewielige voertuigen en vierwielers’, of met de in de wegcode gedefinieerde klasse “bromfiets speedpedelec”.

3° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "en de zelfstandige werknemers" worden ingevoegd tussen de woorden "de werkgevers" en de woorden "een subsidie";

2° de woorden "nieuwe of tweedehands spier- of elektrische" worden geschrapt.

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het begin van het eerste lid worden de woorden "Voor voertuigen met een factuurdatum vóór 31 augustus 2021," ingevoegd;

3° na het eerste lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt het bedrag van de subsidie voor de aankoop van een fiets vastgesteld op twintig procent van het bedrag van de factuur inclusief BTW, met een maximum van:

1° 100 euro voor de aankoop van een tweedehands spierfiets;

2° 200 euro voor de aankoop van een tweedehands elektrische fiets of speedpedelec;

3° 300 euro voor de aankoop van een nieuwe spierfiets;

4° 400 euro voor de aankoop van een nieuwe elektrische fiets of speedpedelec;

5° 800 euro per bakfiets. »

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de subsidieaanvraag door middel van een elektronisch formulier worden ingediend.;

2° in het tweede lid wordt tussen punt 3 en punt 4 het volgende punt toegevoegd:

"3/1° in het geval van een subsidieaanvraag voor de aankoop van een speedpedelec, een kopie van het conformiteitsattest van het voertuig in categorie L1e-B."

3° in het derde lid worden de woorden "31 december 2022" vervangen door de woorden "31 december 2024".

Art. 6. In artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het woord "werkgever" ingevoegd tussen de woorden "De begunstigde" en de woorden "verbindt zich ertoe".

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 7/1. De administratie controleert het correcte gebruik van de krachtens dit besluit toegekende subsidies door de ontvanger van de subsidie te verzoeken de administratieve en boekhoudkundige stukken over te leggen die het bestaan van de ontvangen subsidies aantonen. Daartoe kan worden verzocht om overlegging van adressen, bankrekeningnummers, facturen, ondernemingsnummers of gegevens die het bestaan van leveringen en afhalingen van gesubsidieerde voertuigen aantonen

De verwerkte persoonsgegevens zijn strikt noodzakelijk voor de controle van de subsidies.

De Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur - Departement Strategie Mobiliteit en Intermodaliteit - Directie Planning Mobiliteit, is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, onder e), van Verordening (EU) nr. 2016/679 worden de verzamelde gegevens door de administratie bewaard gedurende een periode van tien jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het begrotingsjaar en het boekhoudkundige jaar waarop de subsidie betrekking heeft. In geval van gerechtelijke of administratieve procedures wordt de bewaringstermijn opgeschort totdat de beroepsmiddelen zijn uitgeput.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het wijzigingsbesluit van de Waalse regering van 26 november 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan elke natuurlijke persoon voor de aankoop van een fiets of een aanpasbare elektrische kit

Art. 8. Het opschrift van het wijzigingsbesluit van de Waalse Regering van 26 november 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan elke natuurlijke persoon voor de aankoop van een fiets of een aanpasbare elektrische kit wordt vervangen als volgt: "Besluit van de Waalse regering van 26 november 2020 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een subsidie aan elke natuurlijke persoon voor de aankoop van een fiets"

Art. 9. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt punt 6° vervangen door een punt 6° en een punt 6/1, luidend als volgt

"6° de elektrische fiets: een fiets die behoort tot één van de volgende twee categorieën van voertuigen:

a) elektrisch ondersteunde fiets die overeenkomt met de in de wegcode omschreven klasse "fiets".

b) elektrische gemotoriseerde fietsen die overeenstemmen met subcategorie L1e-A van Verordening (EU) Nr. 168/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2013 'betreffende de goedkeuring van en het markttoezicht op twee- of driewielige voertuigen en vierwielers', alsook met de in de wegcode gedefinieerde klasse "gemotoriseerde fiets".

6/1° de speedpedelec: speedpedelec die overeenstemt met subcategorie L1e-B van Verordening (EU) Nr. 168/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2013 'betreffende de goedkeuring van en het markttoezicht op twee- of driewielige voertuigen en vierwielers', of met de in de wegcode gedefinieerde klasse "bromfiets speedpedelec";

1° in het eerste lid, wordt het punt 8° opgeheven;

3° in het eerste lid, wordt punt 12° vervangen als volgt:

"12° regelmatig gebruik: het gebruik van de fiets of speedpedelec, op monomodale of multimodale basis, voor ten minste 40 procent van de verplaatsingen die jaarlijks worden gemaakt tussen woon- en werkplaats, of voor ten minste 40 procent van de verplaatsingen die jaarlijks worden gemaakt in het kader van het zoeken naar werk.;"

4° het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 10. In artikel 2 van hetzelfde besluit, worden de woorden "of speedpedelec" ingevoegd tussen de woorden "spier- of elektrische" en de woorden "fiets of voor de aankoop van een installatie".

Art. 11. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, aan het begin van het eerste lid, worden de woorden "Voor voertuigen met een factuurdatum vóór 31 augustus 2021," ingevoegd;

2° in § 1 worden na het eerste lid, drie nieuwe leden ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt het bedrag van de subsidie voor de aankoop van een fiets vastgesteld op twintig procent van het bedrag van de factuur inclusief BTW, met een maximum van:

1° 50 euro voor de aankoop van een tweedehands spierfiets;

2° 100 euro voor de aankoop van een tweedehands elektrische fiets of speedpedelec;

3° 150 euro voor de aankoop van een nieuwe spierfiets;

4° 200 euro voor de aankoop van een nieuwe elektrische fiets of speedpedelec;

5° 800 euro voor de aankoop van een bakfiets.

In afwijking van het tweede lid wordt het bedrag van de subsidie voor bakfietsen, bedoeld in 5°, vastgesteld op dertig procent van het factuurbedrag inclusief BTW.

Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt, voor begunstigden die kunnen aantonen dat hun totale belastbare gezinsinkomen lager is dan 32.700 euro, het subsidiebedrag vastgesteld op veertig procent van het factuurbedrag, inclusief btw, en worden de in lid 2 vastgestelde maxima verhoogd met 100 euro voor fietsen en speedpedelec en met 200 euro voor bakfietsen.

1° in § 1, aan het begin van het tweede lid, dat het vijfde lid is geworden, worden de woorden "Voor voertuigen met een factuurdatum vóór 31 augustus 2021," ingevoegd;

4° in § 1 worden na het tweede lid dat het vijfde lid is geworden, drie nieuwe leden 6, 7 en 8 ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt voor werkloze begunstigden het subsidiebedrag voor de aankoop van een fiets vastgesteld op veertig procent van het factuurbedrag inclusief btw en worden de in lid 2 vastgestelde maxima verhoogd met 100 euro voor fietsen en speedpedelecs en 200 euro voor bakfietsen.

Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt voor begunstigden die deel uitmaken van een groot gezin, het subsidiebedrag voor de aankoop van een fiets vastgesteld op veertig procent van het factuurbedrag inclusief btw en worden de maxima verhoogd met 100 euro voor fietsen en speedpedelecs en 200 euro voor bakfietsen.

Voor voertuigen met een factuurdatum na 30 augustus 2021 wordt, voor begunstigden die deel uitmaken van een eenoudergezin, het subsidiebedrag voor de aankoop van een fiets vastgesteld op veertig procent van het factuurbedrag, inclusief btw, en worden de maxima verhoogd met 150 euro voor fietsen en speedpedelecs en 250 euro voor bakfietsen."

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden "speedpedelec of" ingevoegd voor de woorden "aanpasbare elektrische kit".

Art. 12. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "of speedpedelec" ingevoegd tussen de woorden "of elektrische" en het woord "fiets";

2° in § 2, eerste lid, 1°, worden de woorden "of speedpedelec" ingevoegd tussen de woorden "of elektrische" en het woord "fiets";

3° in § 2, tweede lid, worden de woorden "of speedpedelec" ingevoegd tussen de woorden "of elektrische" en het woord "fiets";

Art. 13. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de subsidieaanvraag door middel van een elektronisch formulier worden ingediend."

2° in het tweede lid wordt tussen punt 3 en punt 4 een nieuw punt 3° ingevoegd:

"3/1° in het geval van een subsidieaanvraag voor de aankoop van een speedpedelec bedoeld in artikel 1, 6°/1, een kopie van het conformiteitsattest van het voertuig in categorie L1e-B."

3° in paragraaf 2, 6°, worden tussen de woorden "OCMW" en "voor" de volgende woorden ingevoegd: "of enig ander door een bevoegde autoriteit verstrekt document waaruit blijkt dat de aanvrager werkloos is en werk zoekt";

3° in het derde lid worden de woorden "31 december 2022" vervangen door de woorden "31 december 2024";

5° een nieuw lid 3 wordt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3, luidend als volgt:

"In geval van een verzoek om toepassing van de in artikel 3, § 1, vierde lid, bedoelde verhogingen, moet het verzoek vergezeld gaan van de laatste beschikbare aanslagbiljet. In geval van een verzoek om toepassing van de verhogingen bedoeld in artikel 3, § 1, zevende en achtste lid, moet het verzoek vergezeld gaan van het officiële document betreffende de samenstelling van het huishouden dat is afgegeven door het gemeentebestuur van de hoofdverblijfplaats van de verzoeker of dat kan worden gedownload van de website van het Rijksregister."

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 8/1. De administratie controleert het correcte gebruik van de krachtens dit besluit toegekende subsidies door de ontvanger van de subsidie te onderzoeken de administratieve en boekhoudkundige stukken over te leggen die het bestaan van de ontvangen subsidies aantonen. Daartoe kan worden verzocht om overlegging van adressen, bankrekeningnummers, facturen, ondernemingsnummers of gegevens die het bestaan van leveringen en afhalingen van gesubsidieerde voertuigen aantonen.

De verwerkte persoonsgegevens zijn strikt noodzakelijk voor de controle van de subsidies.

De Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur - Departement Strategie Mobiliteit en Intermodaliteit - Directie Planning Mobiliteit, is verantwoordelijk voor de verwerking van deze persoonsgegevens.

Overeenkomstig artikel 5, § 1, onder e), van Verordening (EU) nr. 2016/679 worden de verzamelde gegevens door de administratie bewaard gedurende een periode van tien jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar dat volgt op de definitieve afsluiting van het begrotingsjaar en het boekhoudkundige jaar waarop de subsidie betrekking heeft. In geval van gerechtelijke of administratieve procedures wordt de bewaringstermijn opgeschort totdat de beroepsmiddelen zijn uitgeput.”.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 2021.

Art. 16. De Minister die bevoegd is voor Mobiliteit, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 26 augustus 2021.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21816]

**2 SEPTEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon
accordant des dérogations individuelles relatives au paiement des primes de naissance**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, article 7, § 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 mai 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 2021 ;

Vu le rapport du 30 mars 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis 69 516/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Par dérogation à l'article 7, § 2, du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions autorise l'octroi et le versement de la prime de naissance à la personne qui élève effectivement l'enfant lorsque la personne à laquelle la prime de naissance doit être payée en vertu de l'article 7, § 2, précité n'est pas identifiée ou est décédée avant le paiement de la prime de naissance.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2020.

Art. 4. Le Ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 2 septembre 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21816]

**2 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning
van individuele afwijkingen met betrekking tot de betaling van kraamgeld**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, inzonderheid op artikel 7, § 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 mei 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juni 2021;